



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures,
mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.4 **Entretien Nouveaux
Regards**

Françoise Pommaret,
Ethnologue et tibétologue française,
chercheuse au CNRS.

p.10 **Népal : quel avenir ?**

Yves Carmona,
Ancien diplomate français

p.15 **La COP 29 :
encore un effort !**

Yves Carmona,
Ancien diplomate français

SOUTENEZ LA FONDATION



Faites un don et soutenez les actions de la **Fondation France-Asie et de ses chapitres Chine, Inde et Japon.**

(déduction fiscale de 66% en France)

<https://don.fondationfranceasie.org/soutenir>

ÉDITORIAL

par **Jean-Raphaël Peytregnet**

Directeur de la rédaction, diplomate français

Lors de son discours de clôture de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) qui s'est tenue à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024, le Secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), M. Simon Stiell, a fait cet amer constat : Aucun pays n'a obtenu tout ce qu'il voulait et nous quittons Bakou avec une montagne de travail à accomplir. Ce n'est donc pas l'heure de crier victoire.[1]

Une montagne de travail, il va en être question dans ce nouveau numéro de février, au sujet plus spécifiquement de deux pays tout haut perchés dans la chaîne de l'Himalaya (600 000 km²) qui signifie en sanskrit हिमालय « la demeure (ālaya) des neiges (hima) », à savoir le Bhoutan et le Népal.

La chercheuse du CNRS Françoise Pommaret et l'Ambassadeur Yves Carmona nous parlent de cette région et de ses multiples aspects qu'ils connaissent bien pour y vivre pour la première et y avoir exercé ses talents de diplomate pour le second.

L'interview de la tibétologue et l'article du diplomate seront utilement complétés, puisque tous les deux nous parlent dans leurs contributions de la question du réchauffement climatique qui affecte aussi ces deux pays de la chaîne himalayenne,



d'une analyse d'Yves sur les résultats de la COP 29 qui s'est déroulée à Bakou, capitale de L'Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024, vue sous l'angle asiatique.

Cette conférence s'est achevée avec un nouvel objectif en matière de financement pour aider les pays à protéger leurs populations et leurs économies contre les catastrophes climatiques (triplement notamment du financement aux pays en développement, pour atteindre 300 milliards de dollars par an d'ici 2035). Les pays du Sud Global (en voie de développement) ont toutefois estimé que ce montant était « dérisoire » aux regards des défis que ces pays avaient à affronter (voir notamment la déclaration de Chandni Raina, représentante de la délégation indienne).[2]

Comme d'autres États, la France, a aussi déploré cet accord comme n'étant pas à la hauteur des enjeux, elle a notamment regretté que la conférence n'ait abouti à aucune avancée en matière d'atténuation.[3] L'Union européenne, malgré ses ambitions affichées, [4] a également exprimé sa déception, face à l'échec de l'élargissement de la liste des contributeurs, établie en 1992.[5]

Alors que l'année 2024 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée et que tous les pays du monde sont touchés par les impacts dévastateurs du changement climatique, l'objectif de la France demeure que soient présentées par les Parties des Contributions Déterminées au Niveau national (CDN) ambitieuses d'ici à la COP30 à Bélem au Brésil, en 2025 (10-21 novembre).

S'agissant du réchauffement climatique, il se trouve qu'à la fin de l'année dernière, six chercheurs de l'Institut des Géosciences de l'Environnement (IGE)[6] ont collecté des données sur les glaciers Mera (6400 m), Pokalde (5800 m) et Changri Nup (5800 m) dans la vallée du Khumbu située dans la chaîne de l'Himalaya au Népal.

À la suite de ce travail, l'IGE a conclu que si les glaciers résistaient un peu mieux qu'ailleurs au réchauffement climatique, les changements n'en étaient pas moins rapides et inquiétants. Il a été depuis constaté que les glaciers suivis dans le cadre du Service d'Observation GLACIOCLIM[7] avaient perdu beaucoup de masse. Selon les scénarios climatiques, les hautes montagnes d'Asie pourraient perdre de 50 à 80 % de leur masse glaciaire d'ici à 2100.

Le Bhoutan n'est pas en reste.

Comme le rapporte l'Union interparlementaire: Le Royaume bhoutanais est l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques. Ce pays montagneux enclavé entre la Chine et l'Inde, comme l'est son proche voisin népalais coincé entre l'Inde et le Tibet, possède un écosystème fragile avec environ 2 700 glaciers qui ont commencé à fondre, provoquant des inondations et des glissements de terrain.[8]

Le pays souffre de sécheresses extrêmes et prolongées qui augmentent le risque de perte de biodiversité et d'incendies de forêt. Les changements climatiques ont également un impact considérable sur les terres et les produits agricoles dans un pays où l'agriculture est le principal moyen de subsistance de quelque 48 % de la population active.

Toutefois, le Bhoutan prend des mesures, avec son Parlement qui joue un rôle de premier plan méritant d'être souligné dans les efforts d'adaptation aux changements climatiques.

La Constitution du Bhoutan comporte d'ailleurs un article spécifique sur l'environnement stipule que « chaque Bhoutanais est dépositaire des ressources naturelles et de l'environnement du Royaume pour le bien des générations présentes et futures et qu'il est du devoir fondamental de chaque citoyen de contribuer à la protection de l'environnement naturel, à la conservation de la riche biodiversité du Bhoutan et à la prévention de toutes les formes de dégradation écologique, y compris la pollution sonore, visuelle et physique, par l'adoption et le soutien de pratiques et de politiques respectueuses de l'environnement».

La Constitution stipule également qu'au moins 60 % de la superficie totale du Bhoutan doit être couverte de forêts et charge le Parlement de promulguer des lois à cet effet. Ce dernier a donc adopté au cours de ces dernières années plusieurs lois visant à protéger, préserver et conserver l'environnement.[9]

Compte tenu de l'importance des changements climatiques, le Parlement du Bhoutan dispose à cet effet d'une commission permanente de l'environnement et des changements climatiques qui examine les lois existantes et en recommande de

nouvelles.

Le Parlement bicaméral lui-même, le Druki Gychyong Tshokhang, prend également des mesures pour devenir plus écologique. Le règlement intérieur du Parlement a été modifié en 2021 pour autoriser les appareils électroniques liés aux affaires parlementaires à l'intérieur du bâtiment. Tous les documents qui doivent être présentés aux deux Chambres sont donc désormais partagés numériquement.

Ainsi, tous les deuxièmes jours du mois, le Parlement observe lui-même une « heure zéro déchet ».

Voilà un exemple à suivre pour nos parlementaires, si ce n'est déjà fait !

Il est aussi question dans ce numéro des pays de langues tibétaines et tibétiques, dont la chercheuse Françoise Pommaret est l'une des grandes spécialistes reconnues, s'agissant du Bhoutan tout en particulier où elle vit par intermittence depuis quelque quarante années.

François Pommaret alerte aussi sur les conséquences du réchauffement climatique sur ces pays qu'elle connaît bien.

Si l'on en croit les experts, l'évolution du climat au Tibet aura elle aussi potentiellement des impacts importants sur la planète compte tenu du rôle joué par les glaciers tibétains sur l'alimentation des grands fleuves d'Asie (Yangzi Jiang, Huanghe, Mékong, Indus, Brahmapoutre, Salween, Irrawaddy) et l'eau disponible pour l'irrigation et pour l'usage des populations locales. Les rejets anthropiques de gaz à effet de serre pourraient ainsi induire un retrait rapide d'une grande partie de ces glaciers avec des conséquences négatives sur les ressources en eau.

Nous concluons cet éditorial avec cette réflexion pleine de bon sens du chef spirituel des Tibétains, Sa Sainteté le Dalaï Lama : « Cette planète bleue est notre seule maison et le Tibet est son toit. Le plateau tibétain doit être protégé non seulement pour les Tibétains mais aussi pour la santé environnementale et la viabilité du monde entier. »

Voilà un sage enseignement qui vaut particulièrement de retenir toute notre attention.

[1] <https://unfccc.int/fr/news/ce-nouvel-objectif-en-matiere-de-financement-est-une-assurance-pour-l-humanite-simon-stiell-at-close-of-cop29>

[2] <https://www.youtube.com/watch?v=JSwu-MFdjqU>

[3] <https://www.ecologie.gouv.fr/presse/cop29-france-regrette-accord-global-manquant-dambition>

[4] https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/climate-action-and-green-deal/eu-un-climate-change-conference/eu-cop29-climate-change-conference_fr

[5] <https://www.euractiv.fr/section/cop/news/cop29-lue-satisfaite-du-volet-financier-mais-decue-concernant-laction-climatique/>

[6] <https://www.ige-grenoble.fr/-Presentation-de-l-Unite->

[7] <https://www.osug.fr/missions/observation/ocean-atmosphere-surfaces-continentales/glacioclim/>

[8] <https://www.ipu.org/fr/actualites/etudes-de-cas/2023-05/changements-climatiques-au-bhoutan>

[9] <https://climate-laws.org/search?q=Bhutan>



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et à Pékin (2014-2018) ainsi qu'à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014. Il était responsable de l'Asie au Centre d'Analyse, de Prospective et de Stratégie (CAPS) rattaché au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (2018-2021).



Entretien Nouveaux Regards

Françoise Pommaret, ethnologue et tibétologue française, chercheuse au CNRS.

Propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Jean-Raphaël Peytregnet : Actuellement vous êtes de passage à Paris car vous passez une bonne partie de votre vie au Bhoutan ?

Françoise Pommaret : Oui, absolument, du fait de mes obligations familiales mais aussi vis-à-vis du CNRS où je suis chercheur émérite mais en activité, je reviens en France, en hiver, à Noël, pour environ un mois et demi et ensuite je viens l'été à partir de juin jusqu'à septembre, et le reste du temps j'habite au Bhoutan.

Je comprends que le Bhoutan traverse une crise économique depuis quelques années ?

Le Bhoutan a une économie qui est essentiellement tournée vers l'agriculture mais qui ne constitue pas une grosse partie de son PIB. C'est une agriculture de subsistance mais qui se tourne peu à peu vers les exportations de fruits et légumes. Sa principale ressource est l'hydroélectricité. Le Royaume est situé au sud de l'Himalaya et toutes ses rivières qui sont orientées nord-sud lui procurent un potentiel de 20 000 mégawatts.

Pour l'instant, à peine 10 % de ce potentiel a été exploité. Le Bhoutan a aussi une autre industrie lucrative, le tourisme, qui fait vivre à peu près 50 000 personnes sur une population d'environ 700 000 habitants. Le Bhoutan a été durement frappé par la pandémie du Covid. Mais le Bhoutan, en tant que royaume montagneux, conserve un fort esprit de préservation. Et donc un mois après l'apparition du Covid, le Bhoutan a complètement fermé ses frontières pendant presque deux ans.

À ce moment-là, il n'y avait absolument plus aucun touriste. Ce qui a constitué une catastrophe bien sûr pour le pays mais le

Bhoutan grâce aux mesures prophylactiques draconiennes qu'il a prises n'a eu que 25 morts au total. La crise sanitaire a été très bien gérée. Tout le monde a été vacciné rapidement, et un confinement strict a été appliqué. Ensuite, dès que le pays s'est de nouveau ouvert, beaucoup de gens ont pensé que l'économie ne repartirait pas et donc de nombreux jeunes et aussi beaucoup de fonctionnaires sont partis en Australie qui ouvrait grand ses portes aux étrangers qui désiraient y étudier ou travailler.

Il y a donc eu un exode inquiétant de la population qui s'est surtout focalisée sur l'Australie mais également sur les États-Unis, le Canada et les pays du Golfe, essentiellement. 60 000 Bhoutanais se trouvent actuellement à l'étranger. Après les élections législatives de 2023, le nouveau gouvernement et le roi, ont pris des mesures et l'économie est repartie à la hausse. Le tourisme, les centrales électriques, l'immobilier, la construction, tous les secteurs de l'économie repartent.

Et surtout, le Roi Jigme Khesar Namgyel Wangchuck a insufflé un espoir incroyable aux jeunes (60 % de la population a moins de 28 ans) en lançant le projet d'une zone administrative spéciale GMC (Gelephu Mindfulness City)[1], une nouvelle ville au sud du Bhoutan, dans la plaine, à la frontière avec l'Inde avec un aéroport international. L'architecture repose sur des matériaux durables, et a des principes de mobilité douce, beaucoup d'espaces verts... Elle est conçue par un architecte danois, Bjarke Ingels, et son entreprise BIG qui porte son nom[2], et est une sorte de laboratoire où les habitants vivent en harmonie avec la nature mais aussi selon les principes du « mindfulness » (Plaine conscience), et aura



également des centres religieux. Cette nouvelle ville sera gérée selon les principes de la loi singapourienne basée sur la « common law » anglaise et les lois de finance d'Abou Dhabi, avec une monnaie, l'oro, une banque, l'OroBank, et l'usage du Bitcoin. Le Bhoutan est en effet le cinquième possesseur de bitcoins au monde d'une valeur totale de plus d'un milliard de dollars US. L'investissement dans le bitcoin est un projet du roi. Au travers de cette ville, ce projet visionnaire, le roi veut encourager les Bhoutanais à revenir au pays pour s'investir dans le projet qui devrait aboutir en 2040 et permettre au Bhoutan tout entier d'être un pays économiquement solide mais aussi ancré dans son héritage culturel.

Cela rejoint le concept inscrit dans la constitution du Bhoutan de l'Indice de Bonheur national brut (BNB comme alternative au PIB).

En effet, beaucoup de gens ont pensé que le projet de Gelephu Mindfulness City (GMC) serait une sorte de vitrine pour les riches, un peu comme Dubaï. Ce n'est pas du tout le projet que le roi envisage. Il veut que GMC soit une ville à dimension humaine où les principes du bonheur national brut seront mis en application. C'est pour cela que ce projet comporte un aspect se rapportant au respect des traditions. Beaucoup de grands religieux projettent d'y établir des centres, et des écoles internationales devraient s'y installer. Le roi, qui est un homme visionnaire, veut en faire une sorte de ville phare pour le sous-continent indien, car il sait que cet endroit est positionné entre l'Asie méridionale et l'Asie du Sud-Est, une sorte de plaque tournante entre ces deux régions.

Ce roi à ce que j'ai lu semble accorder beaucoup d'importance à l'éducation, la jeunesse est poussée à faire des études supérieures, ce qui a en même temps pour conséquence que les jeunes bhoutanais seraient maintenant réticents à se consacrer au travail manuel, poussant de la sorte le gouvernement à recourir à de la main-d'œuvre étrangère.

Revenons au troisième roi.^[3] A son époque dans les années 1960s il y avait très peu de gens instruits à l'occidentale. A ce moment-là, le troisième roi a décidé d'introduire l'éducation moderne et d'y accorder une grande importance, en la rendant gratuite pour tout le monde jusqu'à la fin du lycée et même après si les jeunes réussissaient les examens d'entrée à l'université.

Ce modèle a très bien fonctionné pendant 20-

25 ans jusqu'au moment où les jeunes éduqués se sont refusés à retourner à la ferme, ou à devenir des cols bleus : « Je veux être assis dans un bureau derrière un ordinateur », disaient-ils. Cette situation a perduré et le Bhoutan a donc recours à des ouvriers indiens venant principalement de l'État du Bihar mais aussi du Bengale. Bien payés, ils sont au nombre de 40 000 environ, ce qui oblige le Bhoutan à importer plus beaucoup plus de riz que le pays en produit. Des visas de travail de 6 mois renouvelés deux ans leur sont accordés et c'est donc une émigration temporaire.

Face à ce phénomène, le gouvernement bhoutanais a ouvert des écoles d'enseignement technique pour les métiers en tension, comme celui de plombier, électricien et en même temps a resserré l'accès à l'université en instaurant un système de numerus clausus. Aujourd'hui faute de mieux, beaucoup de jeunes se tournent vers ces études mais se posent pour eux les conditions de salaire et de travail qui ne sont pas optimales. Le gouvernement essaie donc de mettre en place des lois demandant au secteur privé de mieux rémunérer leurs employés, et les protéger sur le plan des droits sociaux qui sont très importants pour les Bhoutanais. Les gens cotisent pour leur retraite dont l'âge de départ vient d'être augmenté sans que cela ne provoque un tollé. Toutefois ils expriment leur mécontentement sur les réseaux sociaux. Tout le monde pianote sur les réseaux sociaux, sur Facebook, WhatsApp, WeChat, etc.

Ainsi il y a quelques années le gouvernement a décidé que les femmes qui accouchaient ne pouvaient pas utiliser de lait en poudre pour nourrir leurs bébés pour des raisons hygiéniques (risque de contamination bacillaire par l'eau), et leur a dit de nourrir les enfants au sein pendant six mois. Or les femmes n'ont droit qu'à trois mois de congé maternité. Donc sous la pression populaire et les réseaux sociaux, l'Assemblée nationale a dû légiférer pour que soient octroyés six mois de congé maternité. Cela a en même temps poussé le secteur privé à améliorer les conditions de travail de leurs employées, et à installer des crèches. Parce que le Bhoutan est un petit pays presque « familial », on y trouve un aspect de bien être social qui est vraiment très important et qui s'exprime de façon très concrète.

Par exemple, moi, Françoise Pommaret, en



tant que senior, je n'ai pas à faire la queue à la banque ni à l'hôpital, et les soins médicaux sont gratuits pour tout le monde. Il y a un respect et un sens du bien commun pour la société, pour son village, pour sa famille mais aussi le Roi qui est adoré. Bien sûr il y a un peu de corruption, mais le Bhoutan est le pays le moins corrompu de toute la région d'Asie du Sud et il est classé au 26ème rang sur 180 pays selon l'indice de perception de la corruption en 2023 rapporté par Transparency International.

C'est pour cela que je vis dans ce pays, c'est une sorte de laboratoire presque mental sur le travail sur soi et comment en étant moins égoïste, on essaie de travailler pour le bien commun. Par exemple, il y a au Bhoutan énormément de CSO (Civil Society Organization), ce sont des associations non gouvernementales qui sont approuvées par le gouvernement. Il y en a dans tous les domaines, elles viennent renforcer les actions du gouvernement là où celui-ci est absent par manque de personnel ou de moyens.

Comme beaucoup de Bhoutanais, j'appartiens moi-même à plusieurs CSO qui s'occupent de l'entrepreneuriat, de l'éducation des jeunes, de la culture. Oui, je dirais, le Bhoutan est un véritable laboratoire d'idées nouvelles.

Vous êtes aussi reconnue comme une spécialiste du Tibet, une tibétologue. Pourquoi avez-vous choisi le Bhoutan plutôt que l'Inde, le Népal, le Sikkim ou le Ladakh ?

Je travaillais ma maîtrise à l'époque sur le Ladakh. Il s'est trouvé que par les hasards de la vie, des rencontres. Alors que je poursuivais mes études de tibétain à l'INALCO et d'histoire de l'art et d'archéologie à la Sorbonne, puis après à l'EHESS pour ma thèse de doctorat sur « Les revenants de l'au-delà dans le monde tibétain », j'ai rencontré à ce moment-là des Bhoutanais en Inde à Delhi par quelqu'un qui était très bien introduit.

C'est ainsi que j'ai pu me rendre au Bhoutan pour trois mois. Aller au Bhoutan au début des années 1980, c'était un parcours du combattant. Je me suis alors spécialisée sur le Bhoutan et ce qui est absolument extraordinaire dans ce pays, c'est qu'il est si unique que l'on n'en fait jamais le tour. Même encore aujourd'hui, je découvre, j'apprends toujours des choses parce que c'est un pays surprenant, avec des traditions qui sont extrêmement respectées. Par exemple

l'astrologie qui comme en Inde joue un rôle très important. Cette année est marquée par « la lune noire »[4], on ne peut donc pas décider ou entreprendre grand-chose.

La nature est aussi extrêmement respectée, 70 % du pays est couvert de forêts, et en même temps il y a cette modernité : ordinateurs, HT, Bitcoin, réseaux sociaux, intelligence artificielle qui font que le pays bouge, les jeunes bougent. C'est fascinant.

On parlait de l'économie tout à l'heure, je suppose que le Bhoutan comme tous les pays de cette zone est touché par le dérèglement climatique et comme l'une des principales sources de revenus de ce pays c'est l'électricité hydraulique - le royaume exporte principalement son électricité vers l'Inde pour compenser le déficit commercial important qu'il a avec ce pays - comment gère-t-il ce problème ?

Le changement climatique est le problème numéro un du Bhoutan. L'empreinte carbone du Bhoutan est négative, c'est l'un des rares pays sinon le seul à enregistrer une telle performance. Il n'y a pas d'émission de gaz à effet de serre. En même temps, le Bhoutan est aux premières loges du réchauffement climatique. A chaque fois qu'il y a une COP, dont la dernière la 29ème à Bakou qui s'est montrée décevante, le Bhoutan y est représenté et mobilise les autres pays très impactés pour obtenir plus d'aides. Il est néanmoins vrai que les organisations internationales donnent des fonds substantiels au Bhoutan pour combattre le réchauffement climatique mais cela ne suffit pas.

Avec le réchauffement climatique, nous avons des modèles climatiques qui sont en train de s'effondrer, c'est catastrophique pour les récoltes. Ce qui n'était pas le cas autrefois, la fréquence des pluies est totalement imprévisible. Il se produit des épisodes pluvieux et venteux, des mini cyclones, extrêmement violents qui n'existaient pas auparavant. Il y a aussi un réchauffement général, ce qui fait que cette année, même à Thimphou (2500m), la capitale, il n'a pas encore neigé. Au-dessus de Thimphou, il y a une montagne qui sert un peu de baromètre. Lorsque je suis partie pour la France au mois de décembre, le sommet n'était toujours pas enneigé. Cette montagne atteint quand même 6000 m ! Le fait qu'il y ait moins de neige et qu'il y ait davantage de pluie, cela affecte les récoltes.



Autrefois, il y avait des récoltes que l'on ne pouvait pas faire dans les vallées centrales, à Bumthang, à 3000 m, on ne pouvait pas faire pousser de riz. Maintenant c'est possible. Par ailleurs, il fait beaucoup plus chaud, les hivers à Thimphou ne sont plus aussi froids par rapport à ceux que j'ai connus dans les années 80. J'ai connu des hivers à -15 degrés Celsius la nuit, mais maintenant la température ne descend pas au-dessous de 4°.

Dans le sud à la frontière avec l'Inde, il fait de plus en plus chaud, et donc il y a de plus en plus d'épisodes orageux violents. Cela entraîne aussi d'autres conséquences comme par exemple la malaria causée par les moustiques qui sont maintenant présents à Thimphou à 2500 m d'altitude. Le réchauffement climatique est tel qu'il est devenu possible aujourd'hui de faire pousser des avocats ! Dans le nord, à la frontière, à 7000 m d'altitude, se trouvent tout de suite en-dessous des lacs glaciaires. Ces lacs glaciaires sont retenus par des moraines qui avec le réchauffement climatique se maintiennent de moins en moins.

Les lacs sont de plus en plus remplis par la fonte des glaciers, et se produisent alors ce qu'on appelle des « crues subites ». Comme au Bhoutan les rivières sont orientées nord-sud, si les moraines cèdent le contenu des lacs descend dans les vallées en l'espace d'une dizaine de minutes. De ce fait le gouvernement avec l'aide des Autrichiens et de l'ONU a mis en place des alarmes qui permettent via les téléphones portables d'avertir toute la population en cas de crues subites. Les gens disposent d'à peu près 10 mn pour se mettre à l'abri compte tenu de la vitesse à laquelle descend l'eau de ces lacs.

Le Bhoutan en largeur à vol d'oiseau fait environ 100 km, passant de 7000 m d'altitude à 5 m, ce qui vous laisse imaginer la vitesse de ces crues ! Les géologues bhoutanais disent que la question n'est pas de savoir si les lacs vont s'effondrer mais quand. Les avalanches sont de plus en plus fréquentes avec le risque qu'elles fassent déborder les lacs. Le gouvernement tente vainement de consolider les moraines et s'est vu par exemple obligé de relocaliser plus en hauteur des villages de Lunana au nord du Bhoutan qui se trouvaient sur le passage de ces crues. Le réchauffement climatique est un vrai problème pour le

Bhoutan qui le ressent au même titre que les pays de l'Océan Pacifique comme une injustice, n'étant pas à l'origine de ces dérèglements causés par les pays industrialisés.

Le Bhoutan est une monarchie constitutionnelle.

La constitution bhoutanaise est très proche dans sa rédaction de celle du Royaume Uni. Le roi est chef de l'État mais pas du gouvernement, il est commandant en chef de l'armée et par ailleurs, un fait très important, protecteur de toutes les religions, à condition que ces dernières ne se livrent pas à du prosélytisme. Il règne une harmonie dans ce pays, les Bhoutanais sont très tolérants, toutes les pratiques religieuses sont acceptées, mais les deux religions les plus importantes y sont le bouddhisme dans sa forme Vajrayana et l'hindouisme.

Qu'est-ce qui distingue le Tibet, l'Inde dans sa partie himalayenne, le Sikkim, le Népal, le Bhoutan, est-ce qu'il y a des différences marquantes entre ces pays, ces régions ?

Bien sûr. Par exemple le Népal est, ou plutôt était, un royaume hindou. Le roi du Bhoutan est bouddhiste mais il n'y a pas dans ce pays de royauté divine. Si on parle du bouddhisme en général, dans toutes ces régions que ce soit le Népal, le Ladakh, la vallée de Spiti, une partie du Sikkim, le Bhoutan et l'Arunachal Pradesh, c'est le bouddhisme tibétain qui prédomine. Il y a des écoles religieuses différentes mais qui ne sont pas aussi tranchées ou opposées, si je peux me permettre cet exemple, que le catholicisme par rapport au protestantisme. Il n'y a pas de différence de dogme. Les rituels ont la même fonction.

C'est la façon de pratiquer ces différents courants bouddhistes qui est légèrement différente car dépendant du lama qui est le maître spirituel. Les textes liturgiques sont les mêmes mais tel ou tel Lama va privilégier un texte plutôt qu'un autre. Quand un grand lama ou un Rimpoché (réincarnation d'un grand maître du bouddhisme tibétain) est présent, les bouddhistes en général ne font pas de différence quelle que soit l'affiliation religieuse de celui-ci, ils viennent le rencontrer pour obtenir des bénédictions et des enseignements. Pour les bouddhistes (tantriques tibétains) il n'existe qu'un seul



terme « nangpa » qui signifie « être à l'intérieur » et les autres sont donc en dehors.

Mais cela n'exclut pas la tolérance. Il existe néanmoins des évangélistes au Bhoutan, principalement dans le sud qui sont intolérants et qui interdisent à leurs convertis de fréquenter des bouddhistes ou d'aller visiter leurs lieux de culte.

Et sur le plan linguistique ?

Le Bhoutan est l'un des endroits de la planète où coexistent un nombre très important de langues par rapport à sa superficie (un peu plus de 38 000 km², équivalente à peu près à celle de la Suisse). 19 langues sont pratiquées au Bhoutan qui sont dans la plupart des cas mutuellement inintelligibles. Il existe néanmoins deux grandes familles linguistiques, la première, majoritaire, que les linguistes désignent sous l'appellation tibéto-birmane, et la seconde, dans le sud, où se trouvent des gens d'origine népalaise, et où ils parlent une langue indo-européenne. Mais à l'intérieur de ces langues tibéto-birmanes, les origines de certaines d'entre elles n'ont pu être encore définies. Les linguistes ont pour cette raison fascination pour le Bhoutan.

La langue nationale est le dzongkha, tibétique, qui est apparentée aux langues du Tibet central ou du Sikkim. Ce sont toutes des langues tibétiques mais mutuellement inintelligibles à l'image du français par rapport à l'italien. Jusque dans les années 1960, la langue écrite des Bhoutanais était le tibétain classique, la « langue religieuse » (choeky), que l'on trouve du Ladakh et à la Mongolie. Pour des raisons de souveraineté, le troisième roi [5] a imposé le dzongkha en tant que langue écrite avec un alphabet tibétain.

Au dzongkha, langue nationale, s'ajoutent 17 autres langues orales qui n'ont pas d'écriture, plus le népalais qui a lui un système écrit. Les Bhoutanais sont d'incroyables polyglottes. N'importe qui au Bhoutan parle au minimum quatre langues. À l'école, les enfants apprennent l'anglais et le dzongkha, l'anglais étant privilégié par la jeunesse du fait de l'existence des réseaux sociaux.

Comment s'entendent ces pays dans cette vaste région de l'Himalaya ?

Les relations entre le Bhoutan et le Népal sont aujourd'hui très bonnes. Le problème pour le Népal c'est que les changements de gouvernement y sont fréquents. Cela pose de ce fait certaines difficultés car les interlocuteurs du gouvernement bhoutanais ne sont jamais les mêmes. Mais il y a néanmoins d'excellentes relations au niveau interpersonnel, le directeur de l'ICIMOD (Centre International pour le Développement Intégré des Montagnes) [6] est un Bhoutanais, anciennement ministre de l'Agriculture ; les relations religieuses avec le Népal sont excellentes et de nombreux Bhoutanais y font des pèlerinages, facilités par leur connaissance de la langue népalaise. Les relations du Bhoutan avec l'Inde sont très bonnes.

Il est évident que l'Inde est pour le Bhoutan un très partenaire incontournable. Non seulement au niveau de l'aide financière que Delhi donne à Thimphou sous différentes formes, des produits commerciaux tels que les médicaments ou le pétrole qui viennent pour la plupart de l'Inde, mais aussi au niveau géopolitique et stratégique. Il y a des échanges commerciaux et médicaux avec la Thaïlande mais très peu, avec la Chine. Mais encore une fois, l'Inde est incontournable, c'est LE partenaire privilégié.

Peut-on considérer que l'Inde est le pays protecteur du Bhoutan ? Il semble que la Chine revendique comme siennes certaines portions du territoire bhoutanais.

La situation est en effet très compliquée et je me garderai de commenter. S'il est exact de dire que l'Inde est l'État protecteur du Bhoutan, celui-ci est souverain et membre de l'ONU depuis 1971 et depuis 2007 gère sa politique étrangère de façon indépendante. Mais en même temps le Bhoutan ne prendra jamais de décisions qui puissent mettre en danger les intérêts géostratégiques de l'Inde car le Bhoutan est un état tampon entre la Chine et l'Inde.

Et qu'en est-il avec la Chine ?

Les Bhoutanais sont perplexes. Il est difficile de gérer des relations avec un aussi grand pays. La question qui se pose est de savoir pourquoi la Chine agresse le Bhoutan pour gagner quelques km² ? L'histoire a montré que tous ceux (Tibétains, Mongols ou Britanniques) qui avaient essayé d'envahir le Bhoutan n'y sont pas arrivés.

Et le Dalai-Lama, est-il vénéré au Bhoutan ?

Oui, le Dalai-Lama est vénéré comme un maître spirituel du bouddhisme mais il ne joue aucun rôle religieux ou politique. L'école Gelugpa (dernière grande école émergente du bouddhisme tantrique tibétain) qu'il dirige n'a jamais eu aucun rôle au Bhoutan.

Mais alors quel est l'ordre bouddhique officiel au Bhoutan ?

C'est l'ordre Drukpa (« lignée des dragons ») [7], une branche de l'école Kagyupa du bouddhisme tibétain qui est à l'origine de la fondation de l'Etat du Bhoutan au XVIIe siècle. Il existe aussi une autre école importante au sein de la population bhoutanaise, qui porte le nom de Nyingmapa (« l'ancienne école », la branche la plus orientée vers les aspects ésotériques du tantrisme tibétain).

Les Bhoutanais ont aussi un chef spirituel ?

Oui, le Je Khenpo qui est le chef spirituel de l'ordre officiel Drukpa. Il a un rang égal à celui du roi.

[1]<https://gmc.bt>; <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2024-11-14/a-quoi-ressemblera-cette-ville-du-bonheur-qui-pourrait-attirer-jusqu-a-un-million-d-habitants-525e47e3-376e-4978-add7-04aba4baad01>; <https://big.dk/projects/gelephu-mindfulness-city-16791>; https://www.challenges.fr/economie/le-bhoutan-leve-des-fonds-pour-construire-sa-ville-de-pleine-conscience_910928

[2]<https://thegoodlife.fr/gelephu-mindfulness-city-bjarke-ingels-bhoutan/>

[3]Jigme Dorji Wangchuck (1929-1972).

[4]Ou « la nouvelle lune » qui survient lorsque le soleil et la lune s'alignent dans le même signe du Zodiaque, plaçant la lune entre la terre et le soleil. Dans cette phase, la lune est presque invisible dans le ciel nocturne, enveloppée par l'ombre de la terre.

[5]Jigme Dorji Wangchuck (1929-1972).

[6]<https://www.ccacoalition.org/fr/partners/international-centre-integrated-mountain-development-icimod>

[7]Le Bhoutan est aussi nommé « Druk » ou « Druk Yul », c'est-à-dire « le pays des dragons de tonnerre ». Ses habitants sont connus sous le nom de « Drukpa ». La raison en est qu'au XVIIe siècle, l'une des incarnations du fondateur Tsangpa Gyaré, le Shabdrung Ngawang Namgyal (1594-1651), réunit les régions guerroyantes du Bhoutan et y devient à la suite le chef politique et religieux de ce pays désormais unifié.



Françoise Pommaret

Françoise Pommaret est anthropologue culturelle, Directeur de Recherche émérite au CNRS (CRCAO) et Professeure associée au College of Language and Culture (CLCS), Royal University of Bhutan.

Elle a été associée au Bhoutan en différentes capacités depuis 1981 et a publié de nombreux articles scientifiques sur les aspects de la culture bhoutanaise. Outre ses recherches, elle s'occupe de la documentation de l'atlas culturel du Bhoutan. Ses recherches se concentrent au Bhoutan sur les croyances non-bouddhiques, l'interface entre divinités, pouvoirs locaux et migrations ainsi que sur le processus de reproduction des élites via l'étude des généalogies.

*Elle a écrit plus de 80 articles et été le co-éditeur et co-auteur de *Bhutan. mountain fortress of the gods, Serindia, London, 1997*, *Lhasa in the seventeenth century, the capital of the Dalai-Lamas, Brill, Leiden, 2003* et *Bhutan. Tradition and change, Brill, Leiden, 2007*.*

*Ses livres les plus connus sont *Les Revenants de l'au-delà dans le Monde tibétain. Sources littéraires et traditions vivantes*, CNRS eds, *Bhoutan*, Eds Olizane (10e ed. 2018), *Tibet une civilisation blessée*, Gallimard Découvertes qui ont tous deux été publiés dans plusieurs langues étrangères ainsi que *Bhoutan au plus secret de l'Himalaya*, Gallimard Découvertes. En 2022, elle a publié avec Stéphanie Guyer-Stevens *Divine Messengers. Female shamans in Bhutan*, Eds Shambhala.*

Elle a donné de nombreuses conférences et interviews pour les médias.

Elle a reçu la légion d'honneur (2015), et l'ordre du mérite (Or) du Bhoutan (2017).

Analyse

Népal : quel avenir ?

Par Yves Carmona

Écrire sur le Népal, c'est à la fois un enchantement, car l'auteur de ces lignes y a passé quelques-unes des plus belles années de sa vie, et un déchirement, car ce pays et sa population magnifiques connaissent certains des plus tristes épisodes de l'actualité, récente ou pas.

Commençons par son **gouvernement**.

Trois septuagénaires tous « communistes » et tous brahmanes (la plus haute caste), MM Oli né en 1952, 4ème mandat de Premier ministre, Deuba né en 1946, 5 mandats et Prachanda né en 1954, 2 fois Premier ministre, se passent et se repassent la charge dont même eux ne savent pas quand la valse prendra fin – ce n'est pas le seul pays où ça se produit bien sûr – changeant d'alliance au gré de leur seul intérêt : garder le pouvoir et en profiter pour un luxe relatif, par exemple de pouvoir aller à l'hôpital, quand le besoin se fait sentir, en Inde ou ailleurs mais le moins possible dans leur pays...

Cela dure depuis qu'en 1990 **le Roi** a accepté un moindre absolutisme, mais cela n'a pas suffi et la guerre civile entre l'opposition dirigée par le « maoïste » Pushpa Kamal Dahal alias Prachanda (« le féroce ») a combattu la monarchie de 1996 à 2006 après que le massacre d'une partie de la famille royale, dont on ne connaît avec certitude ni l'auteur ni la motivation, ait achevé de déconsidérer la monarchie. Il faudra attendre 2015 pour que les partis se mettent d'accord sur une **Constituante** qui permit des élections au suffrage universel à l'automne 2017 – avec quel enthousiasme le peuple a exercé alors pour la première fois son droit de vote !

Les Népalais vivent dans un des 10 pays les plus pauvres du monde, qui subit des **catastrophes** à répétition dont les tremblements de terre, le dernier en date de cette importance, le 25 avril 2015, a tué environ 10 000 personnes – et ce n'est pas le premier. Le Népal, ce sont aussi des territoires de très faible altitude et donc de fréquentes inondations, phénomène auquel s'ajoute récemment, du fait du changement climatique, le débordement de lacs glaciaires – cela s'est produit le 16 août 2024,

apparemment sans victimes, mais la menace est d'autant plus sérieuse qu'un séisme pourrait à l'avenir détruire un barrage hydroélectrique. Le financement d'un nouveau barrage sur le haut Arun (upper Arun) est compromis d'une part par des considérations écologiques et d'autre part par les réticences de Delhi à financer un projet dont elle ne serait pas chargée.

Malgré cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes, les Népalais s'acharnent à aller de l'avant. Cependant, le GAVI (organisation internationale fournissant des vaccins aux pays pauvres) indique que les cas de **dengue**, fièvre répandue par les moustiques à chaque mousson, ont augmenté depuis 20 ans, aggravés par le changement climatique.

Les Népalais qui le peuvent font de l'alpinisme une ressource toujours plus importante quitte à accepter le risque d'aéroports de montagne dangereux ou de vols en hélicoptère parfois emportés par une bourrasque. Les plus connus, et aussi les plus prospères, sont les « **Sherpas** », ethnies d'origine tibétaine vivant aux confins de la Chine, qui concèdent souvent à d'autres – les Tamang, Gurung et Rai – le portage. Industrie lucrative, souvent la seule à être connue en Occident – il lui a fallu du temps pour reconnaître que le vainqueur de l'Everest, Edmund Hillary, un Néo-Zélandais, n'aurait pas accompli son exploit en 1953 sans le sherpa Tensing Norgay ce dont lui, en revanche, a toujours été reconnaissant – l'alpinisme ou plutôt **l'himalayisme** est loin d'assurer à tous un emploi. Or 500 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail et le Népal ne parvient pas à tous les satisfaire.

En fait, la ressource principale du Népal – la Banque mondiale l'estime à près de 30 % du PNB – repose sur les « **remittances** », les virements envoyés à leurs familles par les



millions d'émigrés. Les plus connus sont ceux qui travaillent à en mourir pour construire les grands équipements, par exemple les stades de la coupe du Monde de football au Qatar en 2022.

Le Ministère du travail vient de révéler que 14 213 Népalais avaient perdu la vie depuis la création du « Foreign Employment Board Secretariat » en 2008. Le nombre est certainement plus élevé car l'émigration est devenue un phénomène de masse depuis 2000 du fait de la guerre civile.

Mais la **migration** est un mode de vie au Népal de longue date, pas toujours définitif et parfois en sens inverse, beaucoup **d'Indiens** venant y moissonner pendant l'été et un certain nombre de **Tibétains** y échappant aux tentatives du Parti communiste chinois de les faire disparaître, moins physiquement qu'après l'invasion de 1959 mais démographiquement et culturellement, avec la « **hanisation** » de Lhassa et d'une grande partie de la province.

De longue date aussi, les **Gorkhas** avec leur fameuse épée « khukri » ont constitué la part la plus célèbre de l'émigration, le Royaume-Uni leur assurant même la nationalité depuis 2007.

Cependant, ce sont les **États-Unis**, d'après un récent rapport américain, qui connaissent le volume de non-résidents le plus important. Plus de 200 000 Népalais environ y vivraient, pour la plupart depuis 2010. 60% de cette diaspora enverrait de l'argent au pays, dépassant largement en valeur d'autres pays d'émigration (Qatar, Malaisie, Émirats, Arabie Saoudite).

Encore le rapport évoque-t-il peu la Corée du Sud et le Japon où pourtant nombreux sont les migrants, souvent inscrits à l'Université et non comme migrants officiels, apprenant donc au moins des rudiments de japonais pour pouvoir présenter leur dossier, acceptés pour 3 ans renouvelables et fondant souvent leur entreprise, par exemple en électronique, à leur retour.

Ce rapport ne dit rien non plus de l'abondante émigration en **Inde**, qui n'est pas comptabilisée car la frontière de 1700 km est poreuse et on peut circuler sans passeport entre les deux pays; lorsque l'émigration est féminine, elle finit parfois mal : l'emploi domestique se traduit souvent

par de mauvais traitements ou pire compte tenu du genre.

Pour se tourner vers l'avenir, donnons la parole à un grand ami, **Sujeev Shakya** (dans quel autre pays pourrait-on rencontrer un descendant du Bouddha Shakyamuni ?) qui écrit dans son dernier livre « Unleashing the Vajra » (on pourrait traduire « libération de la foudre ») : « Chaque fois qu'un ami se plaint de **la vie au Népal**, ma question toute simple est : peux-tu citer 5 personnes de ta connaissance qui vont moins bien qu'il y a 10 ou 20 ans ?

Or 10 000 étudiants par an vont aux États-Unis, le Népal a la 48ème population mondiale, son PNB a plus que quadruplé de 10 Milliards de \$ en 2006 à 44 en 2024. Le volume du commerce incite à se demander d'où vient l'argent.

Notons que le taux de **scolarisation** atteignait 97% en 2019, qu'une majorité de **femmes** poursuivent des études supérieures dans une population dont la moitié a moins de 25 ans. et que le taux d'extrême pauvreté (moins d'1,25 \$ par jour) a baissé de moitié depuis 2005, **l'espérance de vie** s'est allongée de 55 ans en 1990 à 72 ans en 2018.»

Mais, poursuit Sujeev, il n'y a pas que de bons côtés. « Premièrement, une culture de **rente**, donc de cartellisation politisée qui pousse les jeunes à chercher à l'étranger une herbe plus verte, d'autant que le système des **castes** sévit encore, même pour l'accès à l'eau ou à l'électricité. C'est ainsi que la vallée de Kathmandou est devenue une décharge de béton, faisant de la vue sur la chaîne de l'Himalaya, de l'air pur et d'un espace libre un luxe.»

C'est que le Népal attire des convoitises. « L'Inde a un besoin insatiable de matériaux de **construction (bois, sable, etc.)** et en fournir à partir du Népal est devenu fort lucratif. Les 10 ans d'insurrection et les 12 ans de transition qui ont suivi ont offert des conditions politiques idéales pour ce genre d'affaires.

En trois décennies, nous avons transformé la belle vallée de Kathmandou et quantité d'autres petites villes ou villages en un paysage urbain que nous déplorons sans faire grand-chose pour que cela s'arrange ». Les enjeux actuels doivent être soulignés.



1/ On écrit beaucoup sur les tares gouvernementales, mais qu'en est-il du **secteur privé** et de celui de l'aide au développement ?

2/ Le capitalisme est fréquemment stigmatisé, mais à défaut de le renverser, comment agir en son sein ?

3/ L'émigration n'est pas qu'une nécessité due à la pauvreté, n'est-ce pas aussi un moteur **d'insertion dans le monde** ? [cf ci-dessus]

4/ L'influence indienne est abondamment décrite mais quid du **voisin chinois** ?

1/ Redoutant la **concurrence internationale**, beaucoup d'entrepreneurs népalais ont préféré des politiques protectionnistes, se repliant dans leurs corporations plutôt que de rendre leurs affaires internationalement compétitives ; ainsi prédominent le corporatisme et le poids des castes, même si cela évolue depuis que le libéralisme l'a emporté en 1990 sur la monarchie absolue puis que l'avènement de la République en 2006 a ouvert les carrières.

Encore aujourd'hui, les divers groupes d'intérêt cultivent en priorité leurs relations avec le pouvoir qui leur permet de financer les **campagnes électorales** et de restreindre le nombre d'entreprises, notamment étrangères, susceptibles d'améliorer une productivité très insuffisante.

Dans ce contexte, les « syndicats » sont généralement associés avec cette politique d'exclusion souvent mafieuse, ainsi que l'association des non-résidents implantée dans plus de 100 pays et devenue un puissant outil de financement partisan au Népal alors qu'à l'étranger, elles affectionnent souvent les « petits Népal ». Pas étonnant que le Népal baisse dans les indices mesurant la facilité à faire des affaires (« Ease of Doing Business ») mais c'est surtout l'instabilité du cadre légal qui effraie les investisseurs internationaux.

Certaines « **success stories** » cependant réussissent à briser les barrières, ainsi que ces designers de mode, chirurgiens de haut niveau, créateurs de chaînes d'hôtels sans parler d'artistes et écrivains de plus en plus reconnus.

2/ Capitalisme et socialisme

Le Népal est en principe une économie de

marché avec un gouvernement associant selon les moments différentes sortes de communistes mais l'idéologie est utilisée pour capter les bénéfices inégalement répartis et se dresser contre le « monde capitaliste » de l'Occident. Or l'expérience, même chinoise, montre que la prospérité naît d'entreprises individuelles « protégées par la Loi » selon M. Shakyia plutôt que d'aide au développement ou d'interventions gouvernementales, surtout à l'ère du code QR et autres technologies électroniques ; mais les entreprises auraient tort de se complaire dans le **protectionnisme** au détriment de la qualité.»

Le **fédéralisme** consacré par la Constitution de 2015 et mis en oeuvre par les élections de 2017 fait actuellement l'objet de critiques, certains accusant les gouverneurs des provinces de se comporter comme le Roi autrefois et d'avoir ainsi multiplié par 7 les travers du pouvoir absolu.

Mais il a aussi permis une résistance contre l'effacement de l'identité, des terres et de la culture autochtones dans une province située loin de la capitale, tout à l'Est du pays. D'autres pays dans la même situation montrent qu'avec une gouvernance efficace et pas trop coûteuse, qui ne refuse pas la mondialisation, le Népal peut aller vers un « capitalisme de bien-être », il détient les atouts nécessaires.

« Il faut une **vision de long terme** comme en Malaisie, Singapour ou dans les pays scandinaves. En 2050, la Chine et l'Inde seront les deux plus grandes économies du Monde. (...) Le Népal, certes, aura vieilli mais doit profiter des opportunités que cela va créer ». Encore faudra-t-il, selon notre ami, qu'il « investisse 7-8 Milliards \$ par an au lieu de 2 actuellement et cela incombe au secteur privé, comme l'indique mon rapport rédigé pour la **Banque asiatique de Développement (BAD)** et la Commission de planification présidée par Swarnim Wagle [NB un expert de haut niveau connu de l'auteur de ces lignes] ».

Le rôle de l'Etat est de « veiller à que l'inégalité des revenus soit régulée, les droits des consommateurs protégés et des conditions égales de concurrence assurées à tous ».

5 réformes y seront nécessaires :

1. Le système fiscal doit être réformé;
2. La valeur et les règles d'usage du sol doivent être adaptées;
3. Le marché des capitaux doit être plus ouvert;
4. Le marché du travail orienté vers la formation ;
5. Les institutions financières qui doivent être plus accessibles.

4/ L'avenir du Népal entre Chine et Inde.

Faut-il le rappeler, le Népal n'est petit que comparé aux **deux géants** dont il est le voisin. On estime qu'en 2050, la Chine et l'Inde auront dépassé les États-Unis et détiendront les deux principaux PNB dans le monde. Sans compter la croissance continue des pays d'Asie du Sud-Est (ASE) et celle du Pakistan.

La place des deux grands voisins ne sera en fait qu'un retour à **l'ère préindustrielle** où ils contrôlaient 80% du commerce mondial. C'est le Roi Prithvi Narayan Shah qui, en 1768, a établi son contrôle sur **la route commerciale** Chine-Inde. Celle-ci a été interrompue par les vicissitudes géopolitiques, notamment la guerre entre les deux géants en 1962 qui a donné au Népal un rôle de tampon adhérent de gré ou de force à la politique d'une seule Chine, laquelle s'applique non seulement à Taiwan mais également au Tibet, l'Empire du milieu y veille sans faiblesse comme l'auteur de ces lignes a pu le constater lors de son séjour au Népal.

Le paradoxe est que les Népalais ont à tous égards – langue, culture, cinéma, séries télévisées, musique, etc – les yeux tournés vers **l'Inde** mais en font le bouc-émissaire par excellence de leur nationalisme. « Il est vrai, rappelle Sujeev Shakya, qu'elle a imposé au Népal un blocus quasi-total en 2015-2016 alors qu'il venait de subir un séisme meurtrier. C'est encore elle qui contrôle **ses routes aériennes** et prive ce pays montagneux d'un **développement hydroélectrique régional** auquel il a vocation. En sens inverse, l'instabilité politique décourage l'investissement dont l'Inde reste le numéro 1.

Au point que le premier ministre Oli tente à nouveau, comme lors de son mandat de 2015-2016, de jouer **la carte de la Chine** avec laquelle pourtant la barrière de l'Himalaya constitue un obstacle infranchissable.

Ainsi, depuis que le Premier ministre indien **Modi** a établi en 2014 un pouvoir de plus en plus dictatorial, **l'aide chinoise** a été utilisée pour diversifier le commerce comme l'accès à Internet. L'Empire du milieu, à travers l'Institut Confucius, répand le langage mandarin et accorde un grand nombre de bourses entre autres outils de **"soft power"** ». L'auteur de ces lignes a assisté à une conférence sur le bouddhisme tibétain dispensée dans un hôtel de Katmandou par un éminent professeur chinois dont le propos en mandarin était interprété en anglais mais l'écrasante majorité de l'auditoire était constitué de jeunes Chinoises venues spécialement l'entendre.

La hausse du renminbi et plus généralement la forte **croissance chinoise** accroissent son influence. Reste à prolonger la Nouvelle Route de la Soie (BRI) qui rivalise avec la route indienne, les deux devant se croiser à Kathmandou – les deux géants y parviendront-ils pacifiquement ? Hindustan Times écrit que « l'influence grandissante de la Chine sur le Népal est un enjeu **stratégique** pour l'Inde ». La récente visite à Pékin du Premier ministre Oli, alors que l'Inde bénéficiait jusque là de la préséance, n'a échappé à l'enrégimentement verbal qu'au prix de contorsions sémantiques, un « Belt and Road Initiative Framework Cooperation Agreement » a bien été souscrit mais personne n'y a vu de différence.

Quant à elles, les **relations sino-indiennes** n'ont cessé de s'intensifier et de s'améliorer bien qu'un affrontement dans l'Arunachal Pradesh les ait encore opposées en décembre 2022 tandis que la menace chinoise au Pakistan et au Sri Lanka nourrit l'inquiétude de Delhi. Reste donc au Népal à arrimer sa croissance à celles de ses voisins. Et ce n'est pas le « **communisme** » ou le « maoïsme », importés d'Inde et non de Chine comme on pourrait le croire qui y contribueront.

Mais l'Inde tient à garder toute son importance au Népal et écrit dans le journal des Affaires étrangères que « Lumbini, site du patrimoine mondial de l'UNESCO et l'une des quatre destinations de pèlerinage les plus sacrées du bouddhisme, a une grande importance pour les adeptes du bouddhisme du monde entier. Selon les Écritures bouddhiques, Maya Devi a donné naissance à Siddhartha Gautama ici en 624 avant notre ère. Siddhartha a ensuite atteint

l'Éveil pour devenir Shakyamuni Bouddha, le fondateur du bouddhisme. » Une visite à **Lumbini** en témoigne, la présence massive de **pèlerins indiens** est indéniable.

Hélas, le plurilatéralisme n'est pas d'un grand secours pour sortir de ce face-à-face car le Népal, pourtant siège de la **South Asian Association for Regional Cooperation** (SAARC) depuis 1987 n'a pas pu, du fait de l'exécrable relation Inde-Pakistan, tenir de sommet depuis 2014. **BBIN** (Bangladesh, Bhutan, Inde et Népal), association signée en 2015 est censée y pourvoir – mais la Chine n'en fait pas partie. **BIMSTEC** (Initiative pour la coopération économique dans la baie du Bengale) qui associe deux pays d'ASE et cinq d'Asie du Sud est plus maniable mais elle ne comprend pas non plus la Chine.

Le Népal reste enfermé dans ses frontières. Un ami dont le fromage fait fureur à Kathmandou ne peut l'exporter à Delhi où il est apprécié qu'en le dissimulant dans sa valise... Ainsi écrit M. Shakya « les frontières sont ouvertes 24/24 en Afrique orientale et dans l'ASEAN, le Népal pourrait s'en inspirer. »

Comme le souligne le même auteur, la culture du thé enjambe la frontière indo-népalaise et il faudrait un changement radical de la législation pour favoriser la connectivité dans cette région frontalière.

N'est-ce pas ce que prône l'Acte unique européen depuis qu'en 1986 il a instauré la **libre circulation des marchandises, personnes, capitaux et services**, les 4 libertés fondamentales ?

Conclusions : Le Népal est bien plus, comme le présentent tant de médias, qu'un terrain d'alpinisme, où l'on sacrifie lors d'une fête traditionnelle « plus de 11 000 buffles et des dizaines de milliers de chèvres, pigeons, poulets etc. » ce qui provoque l'ire de Brigitte Bardot.

C'est aussi un endroit jeune, plein de dynamisme, où l'on manifeste de manière exubérante, où l'on lit beaucoup en anglais et en népalais alors qu'à Paris, le nombre de librairies a baissé de 40% depuis l'an 2000, vaincues par les boutiques de mode et les smartphones.

Un pays où paradoxalement le taux de bonheur, comme le signalait récemment le Nepali Times dont le rédacteur en chef Kunda Dixit, un courageux critique des abus

de pouvoir, ne cesse d'augmenter. Où la presse est peut-être la plus libre d'Asie et la culture ou plutôt les cultures d'une diversité peu commune.

Dans quelle autre contrée réunir un sommet sur fond d'Himalaya pour la 9ème fois au cours des 20 dernières années, associant journalistes, traducteurs, activistes, technologues, hommes et femmes politiques et experts du développement de tous pays pour discuter d'expression libre et de diversité linguistique ?

Alors, il faut souhaiter que le Népal atteigne ses objectifs économiques, actuellement 3,7% par an ce qui n'est pas beaucoup, en partie grâce au tourisme mais que celui-ci ne privilégie pas la quantité sur la qualité et reste soutenable, que l'investissement permette de meilleures infrastructures et que ce pays recouvre la beauté dont il était doté avant qu'une modernisation au rabais l'estompe depuis les années 1970, que le secteur hydroélectrique déjà de loin numéro 1 garde toute sa place et son Directeur, qui l'a porté très haut, le reste malgré l'hostilité du pouvoir politique.



Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves Carmona a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



Analyse

La COP 29 : encore un effort !

Par Yves Carmona

Tout le monde en parle, pour dire que certains pays ont manifesté leur opposition car les pays « riches » n'ont pas promis assez d'argent aux pays pauvres, notamment l'Inde, ou leur frustration comme le Népal. Et puis, l'actualité se déplace et on cesse d'en parler jusqu'à la COP suivante.

Au fait, une COP cela veut dire « conférence des parties » sous l'égide de l'ONU car tous les États signataires de la Convention climat en font partie (soit 197 pays signataires + l'Union Européenne mais pas la Syrie ni le Nicaragua), la première ayant eu lieu en 1995 ; mais participent aussi aux discussions les ONG, associations, syndicats, élus locaux, entreprises et scientifiques. En tout plus de 55 000 participants. La COP 29 s'est tenue à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, du 11 au 22 novembre 2024.[1],[2]

Pendant une COP, on vérifie si les États ont tenu leurs engagements et c'est là où cela se complique. Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, qui présidait en fanfare la COP 21 à Paris en décembre 2015, l'avait présentée comme « contraignante » mais cela n'a empêché personne de trahir ses promesses et Donald Trump de la dénoncer dès qu'il a été élu président des États-Unis d'Amérique (2016-2020).

Ce n'est pas sans conséquence. Ainsi, Erik Solheim, ancien ministre norvégien du Développement et ancien directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement (2016-2018) met l'accent sur une probable nouvelle dénonciation dès sa prise de fonctions le 20 janvier 2025 par le président américain, pourtant à la tête d'un État qui pollue en CO₂ plus qu'aucun autre sur notre planète qui souffre déjà un peu partout du dérèglement climatique, y compris en Asie. M. Solheim écrit : « La réunion a eu lieu une semaine après une inondation qui a coûté la vie à plus de 200 personnes dans l'un des pays les plus développés du monde, l'Espagne ».

En septembre, 250 autres personnes ont trouvé la mort dans des inondations au Népal. L'année dernière, des inondations ont causé des dégâts considérables au Pakistan et en Chine. L'été dernier, le nord de l'Inde a connu des températures de 52°C

dans des régions où très peu de gens ont accès à des systèmes de refroidissement, tels des climatiseurs ou même des ventilateurs.

Autrement dit, et beaucoup le disent, il y a urgence à lutter contre ce phénomène et l'arrivée de Donald Trump n'est pas a priori une bonne nouvelle. Cependant, le fait est que les États-Unis comptent de moins en moins – et pas seulement en matière climatique d'ailleurs – car le plus gros pollueur est depuis longtemps la Chine qui sait que la lutte pour le climat repose largement sur elle. La Chine est la nation indispensable à l'action climatique, et non les États-Unis.

L'année dernière, Pékin a fourni les deux tiers de l'ensemble des énergies renouvelables mondiales. La capitale chinoise a produit 60 % ou plus de tout ce qui est vert – voitures électriques, bus et batteries, panneaux solaires et éoliennes, hydroélectricité et trains à grande vitesse. La Chine est également le plus grand planteur d'arbres au monde, et de loin.

Rappelons d'ailleurs que c'est l'accord entre les États-Unis et la Chine qui avait permis la conclusion de la COP 21.

Mais d'autres acteurs sont conscients des efforts à faire :

L'Inde vise à produire 500 gigawatts d'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique d'ici à 2030. Le Premier ministre Narendra Modi lance des « missions vertes », comme un programme visant à équiper 10 millions de foyers de panneaux solaires. Des États indiens comme le Gujarat (d'où est issu Narendra Modi et qu'il a gouverné avant de devenir Premier ministre), à la frontière du Pakistan, ont de grandes ambitions écologiques.



L'Indonésie, deuxième plus grande nation de forêt tropicale, a considérablement réduit la déforestation. Le Brésil lui emboîte le pas. L'Europe est désormais dépassée par l'Asie en tant que leader en matière de climat.

Et de poursuivre, c'est encore plus cruel pour Washington : le monde peut très bien se passer des États-Unis. Deuxièmement, de puissants États américains soutiennent l'action climatique. La Californie, New York et d'autres n'abandonneront pas leurs efforts écologiques et l'on peut parier qu'ils combattront le 47^e président des États-Unis avec la plus grande énergie.

Ce sont les entreprises qui mènent la charge, et non les gouvernements. Aucune grande entreprise américaine n'a salué le geste de Trump quand il a décidé de retirer les États-Unis de l'accord de Paris. Les entreprises américaines voient dans l'économie verte des opportunités de croissance et d'emploi.

C'est pourquoi il serait absurde de faire de la COP 29 un théâtre de négociation dans lequel la Chine – éternel adversaire – aurait sans coup férir remporté la mise : Le marché automobile chinois est déjà plus important que celui de son concurrent américain et est par ailleurs massivement tourné vers les véhicules électriques. Les entreprises américaines hésitent, et on peut les comprendre, à laisser le marché des voitures électriques ou de l'énergie verte entièrement entre les mains de la Chine.

Il en va de leur suprématie. Bien au contraire, on se bat dans ce nouveau capitalisme pour être numéro Un aussi dans la décarbonation.

Et M. Erik Solheim de conclure : « La tendance globale vers un monde multipolaire dominé par le Sud va s'accélérer. Après un siècle de domination américaine dans les affaires du monde, l'ascension de l'Asie n'est pas nécessairement mauvaise pour la planète. »

De fait, toute la planète est concernée.

La plupart des grands médias japonais annoncent que la COP29 de Bakou s'est achevée sur un accord visant à tripler le financement annuel de la lutte contre le changement climatique pour le porter à 300 milliards de dollars d'ici à 2035 au lieu des 100 Milliards par an, objectif de l'accord de Copenhague conclu en 2009, les

contributions étant menées par les pays développés, dont le Japon, et complétées par des investissements privés. L'objectif est de mobiliser 1,3 billion de dollars par an pour soutenir les efforts climatiques des pays en développement.

Pour la première fois, le texte de l'accord "encourage" également la Chine et les autres nations émergentes et très émettrices, les "pays les plus développés parmi les pays en développement" – une formule régulièrement mise en avant par les négociateurs chinois – à apporter leur contribution aux côtés des États-Unis, de l'Europe et du Japon. Toutefois, si ces pays ne sont pas explicitement inclus dans le cadre de financement climatique obligatoire, ils le sont cependant via les Banques Multilatérales de développement.

Cela n'a pas empêché de nombreux pays en développement de critiquer l'accord, le jugeant insuffisant et soulignant les tensions actuelles sur les responsabilités en matière de climat. Or d'un même souffle le gouvernement japonais a approuvé un plan de relance économique de 39 000 trillions de yen (238,5 Milliards €) pour faire face à la hausse du coût de la vie et stimuler la croissance. En somme, comment faire pour mener de front les deux objectifs, lutte pour l'environnement et croissance.

Pourtant, on a tort de ne voir dans la lutte contre l'instabilité climatique que ses insuffisances.

La rhétorique régionale s'est apaisée à la suite de la tenue d'élections au Pakistan et en Inde au début de l'année. On prévoit que 2025 entraînera un changement dans les relations bilatérales, qui sont au point mort depuis 2019 : les deux pays, nucléaires, ont alors été au bord de la guerre à la suite d'un combat aérien. Le commerce bilatéral est resté largement suspendu, et même les organismes régionaux sont devenus inactifs, comme l'illustre le fait que l'Association Sud-Asiatique de Coopération Régionale (SAARC) n'a pas tenu de sommet depuis 2014.

Lors de la COP29, l'Inde et le Pakistan se sont fait l'écho des préoccupations du sous-continent concernant le réchauffement climatique et son impact sur l'Asie du Sud, en particulier la région de l'Himalaya. Les rivaux étaient sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la responsabilisation



des pays développés en matière de financement. Les deux pays sont également frappés par des crises environnementales dont ils sont responsables.

Immédiatement après la visite du ministre des Affaires étrangères Jaishankar à Islamabad, le nord de l'Inde et l'est du Pakistan, en particulier New Delhi et Lahore, ont été engloutis dans un smog toxique, ce qui en a fait les deux villes les plus polluées du monde au cours d'octobre 2024. Le smog pourrait servir de prétexte à la coopération environnementale et au changement climatique pour briser la glace entre l'Inde et le Pakistan.

Or les effets du changement climatique vont au-delà de la pollution atmosphérique et sont souvent exacerbés par l'absence de relations bilatérales efficaces.

De nombreux experts ont évoqué la fusion des préoccupations environnementales et économiques pour créer un argumentaire plus convaincant en faveur de la collaboration.

Étant donné que l'Inde et le Pakistan sont tous deux vulnérables aux inondations, aux sécheresses et aux vagues de chaleur, la coopération s'impose dans des domaines communs importants tels que la gestion de l'eau, comme ce fut le cas avec le traité de 1960 sur les eaux de l'Indus.

D'autre part, dans ce contexte d'insuffisance du financement de la lutte contre l'émission de CO₂, l'Asie du Sud-Est cherche, avec l'aide de la Banque asiatique de Développement (BAD), à en retirer la plus grande part possible, car elle ressent fortement les effets dévastateurs du changement climatique.

En 2018-2019, le financement du climat a été limité à 27,8 billions de dollars, soit 5 % de ce que les Nations Unies ont fléchi pour l'Asie et le Pacifique – chiffres à ajuster à mesure que les États rédigent leurs plans nationaux.

Le risque est que l'atténuation éclipse l'adaptation car les projets y sont plus réduits et fragmentés, comme de construire des habitations résistant aux tempêtes, cultiver des variétés adaptées aux sécheresses, créer des réserves d'eau, investir dans la protection sociale... Les investisseurs préfèrent les gros projets

d'énergie renouvelable.

La BAD s'efforce donc de convaincre les Ministères des finances d'un meilleur équilibre dans la « ASEAN Climate Finance Policy Platform ».

Mais elle veille également à ce que le capital privé y contribue à hauteur de 20%, notamment par des technologies faiblement carbonées. Pour chaque pays, la BAD a identifié les risques du changement climatique et la manière d'y répondre :

- Au Laos, l'analyse de l'impact économique des inondations.
- Au Cambodge et aux Philippines, le passage du charbon à des sources d'énergie propres.
- En Indonésie, la mobilisation de financements privés verts.
- Aux Philippines, le financement de collectivités locales.
- En Malaisie, une bourse, conforme à la charia, d'échange de droits au carbone.
- À Singapour, la taxation du carbone.
- Un cadre pour l'ensemble de l'ASE élaboré par les ministres des Finances.
- En Thaïlande, l'émission en 2020 d'obligations d'État pour financer des projets d'infrastructure, verts et de protection sociale.

Mais s'il n'y avait que le climat...

La 16e conférence de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (COP16 Biodiversité) s'est tenue à Cali, en Colombie, du 21 octobre au 1er novembre 2024. La biodiversité et le climat sont intriqués, et il serait cohérent de n'avoir qu'une seule COP, mais en consacrer une à la biodiversité permet de flécher certains financements. Un jour, peut-être, une vraie trajectoire de sortie du carbone et des énergies fossiles permettra de penser ensemble ces enjeux, qui sont en réalité les deux faces d'une même médaille.

Pour l'heure néanmoins, le risque est que des solutions en faveur du climat continuent d'être contre-productives telles que le développement de monocultures afin de stocker du carbone ou la production de biocarburants qui conduisent à la destruction d'écosystèmes et à la déforestation.

D'autre part, la biodiversité manque

d'indicateurs quantitatifs précis, les experts de la biodiversité sont contraints de réfléchir à partir d'estimations.

Pourtant, plus de la moitié du PIB mondial dépend directement de la biodiversité !

Trois objectifs étaient avancés pour la COP de Cali : le financement ; l'élaboration d'indicateurs de suivi des engagements qui soient reconnus au niveau international ; le partage des ressources génétiques. Les deux premiers, qui étaient les principaux, n'ont pas abouti.

A la fin de la COP16, seuls 44 pays avaient actualisé leurs plans d'actions nationaux. En revanche, la question du partage des ressources génétiques et de la préservation des ressources indispensables aux laboratoires pharmaceutiques a avancé – sachant que, ces trente dernières années, plus de 80 % des anticancéreux mis sur le marché étaient issus de plantes médicinales ou inspirés de leurs propriétés.

Désormais, un fonds séparé, administré par les Nations Unies, recevra un pourcentage du chiffre d'affaires des industries en rétribution de l'utilisation de séquence génétique. Une partie sera reversée aux peuples autochtones (5 % de la population mondiale), qui vivent dans des écosystèmes occupant ¼ de la surface de la planète mais où se trouvent 80 % de la biodiversité mondiale.

Comme pour le climat, il en va de l'intérêt même des entreprises de faire face aux risques liés à la perte de biodiversité, qui sont principalement de deux sortes – sans même parler des risques physiques et juridiques :

- Le retard par rapport aux entreprises innovantes qui ont pris la mesure de l'enjeu majeur représenté par la biodiversité ;
- La gestion des coûts financiers liés aux risques que les entreprises ne pourront plus assumer et que les assurances ne voudront plus assurer.

Si les choix en faveur de la biodiversité coûteront plus cher au début, les entreprises y gagneront sur le long terme.

En conclusion :

- Les résultats de la COP 29 climat ont déçu mais tout n'a pas été négatif et même l'arrivée à la présidence d'un « climato-sceptique » comme Donald Trump peut ne pas avoir les effets catastrophiques redoutés ;
- Le rôle du capital privé dans la lutte contre le changement climatique ne doit pas être sous-estimé ;
- Plus généralement, la lutte contre le dérèglement climatique et la dégradation de la biodiversité est l'affaire de tous et pas seulement des grandes conférences internationales.

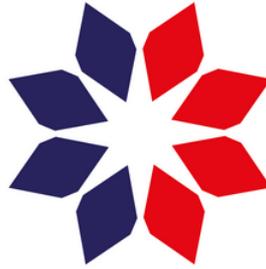
[1] <https://www.touteurope.eu/environnement/cop29-dates-participants-enjeux-ce-qu-il-faut-savoir-sur-la-conference-de-bakou-en-azerbaïdjan/>

[2] <https://unfccc.int/fr/news/cop-29-la-conference-des-nations-unies-sur-le-climat-convient-de-tripler-le-financement-aux-pays-en#>



Yves Carmona

Ancien élève de l'ENA et diplomate, Yves Carmona a passé la plus grande partie de sa carrière en Asie : conseiller des Affaires étrangères au Japon à deux reprises, premier conseiller à Singapour et ambassadeur au Laos puis au Népal (2012-2018). Dans ces postes comme dans ceux qu'il a occupés à Paris, il a concentré, y compris comme étudiant en japonais, son attention sur l'évolution très rapide des pays d'Asie et de leurs relations avec la France et l'Europe. Désormais retraité, il s'attache à mettre son expérience à disposition de ceux et celles à qui elle peut être utile.



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France-Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président
Nicolas Macquin

Directeur Général
Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication
Jean-Raphaël Peytregnet

Édition
Clotilde Paillard



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels et ne représente pas forcément les positions officielles ou les opinions de la Fondation France-Asie, ni de ses entités affiliées, partenaires, fondateurs ou membres. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.